

# Bulletin luxembourgeois des questions sociales

2011

Volume 28

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'ANALYSE ET DE RECHERCHE EN SÉCURITÉ SOCIALE INTERNATIONAL POLICY AND RESEARCH CONFERENCE ON SOCIAL SECURITY

AISS / ISSA, 29 septembre - 1 octobre 2010 – Luxembourg

**Fernand LEPAGE, Mars DI BARTOLOMEO**\_Séance inaugurale **Yannick D'HAENE**\_Synthèse du rapport de la session sur les "Tendances émergentes dans un monde instable" **Julien DAMON**\_L'impact des nouvelles technologies sur les politiques sociales et l'efficacité des stratégies participatives **Milko MATIJASCIC**\_L'émergence des nouvelles puissances économiques: quelles nouvelles valeurs pour les politiques de sécurité sociale? **Hugues DE JOUVENEL**\_La sécurité sociale face à quelques défis du futur **Hans-Horst KONKOLEWSKY**\_Séance de clôture



INTERNATIONAL SOCIAL SECURITY ASSOCIATION  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE LA SEGURIDAD SOCIAL  
INTERNATIONALE VEREINIGUNG FÜR SOZIALE SICHERHEIT



aloss  
association luxembourgeoise  
des organismes de sécurité sociale



# Bulletin luxembourgeois des questions sociales 2011 Volume 28

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'ANALYSE ET DE RECHERCHE  
EN SÉCURITÉ SOCIALE /  
INTERNATIONAL POLICY AND RESEARCH CONFERENCE  
ON SOCIAL SECURITY**

**Fernand LEPAGE, Mars DI BARTOLOMEO**\_Séance inaugurale  
**Yannick D'HAENE**\_Synthèse du rapport de la session sur les  
"Tendances émergentes dans un monde instable" **Julien  
DAMON**\_L'impact des nouvelles technologies sur les politiques  
sociales et l'efficacité des stratégies participatives **Milko  
MATIJASCIC**\_L'émergence des nouvelles puissances économiques:  
quelles nouvelles valeurs pour les politiques de sécurité sociale?  
**Hugues DE JOUVENEL**\_La sécurité sociale face à quelques défis du  
futur **Hans-Horst KONKOLEWSKY**\_Séance de clôture



issa

INTERNATIONAL SOCIAL SECURITY ASSOCIATION  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE  
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE LA SEGURIDAD SOCIAL  
INTERNATIONALE VEREINIGUNG FÜR SOZIALE SICHERHEIT



aloss

association luxembourgeoise  
des organismes de sécurité sociale



a l o s s

association luxembourgeoise  
des organismes de sécurité sociale

BP 1308  
L-1013 Luxembourg

ISSN 2071-2486

Les articles reproduits n'engagent que la responsabilité  
de leurs auteurs et non les administrations et les  
institutions dont ils relèvent.

## INTRODUCTION PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION

Sur invitation de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale (aloss), la 6e conférence internationale d'analyse et de recherche en sécurité sociale "Tendances émergentes dans un monde instable: nouveaux défis et opportunités pour la sécurité sociale" de l'association internationale de la sécurité sociale (AISS) a eu lieu à Luxembourg du 29 septembre au 1er octobre 2010.

La conférence s'est penchée sur les trois thèmes majeurs suivants:

- identifier les implications d'un nouveau contexte démographique comprenant notamment la transformation des parcours de vie et de l'intensification des migrations;
- analyser les conséquences de la crise financière actuelle et des changements socio-économiques concomitants sur le futur de la sécurité sociale;
- évaluer l'impact des tendances majeures émergentes sur les politiques sociales et les défis à venir pour la sécurité sociale.

Les documents préparatoires de la conférence ont fait l'objet d'une publication dans le "Bulletin luxembourgeois des questions sociales" Volume 27, qui a été remis aux participants.

L'objet du présent "Bulletin luxembourgeois des questions sociales" est de publier quelques interventions qui représentent les points forts de la conférence.

Le programme détaillé de la conférence est repris ci-après avec tous les noms et les thèmes développés par les intervenants. Pour consulter ces documents, il y est renvoyé au site de l'AISS:

<http://www.issa.int/fre/News-Events/Events/6th-International-Policy-and-Research-Conference-on-Social-Security-Emerging-trends-in-times-of-instability-New-challenges-and-opportunities-for-social-security>

Nous souhaitons bonne lecture

Le comité de rédaction



**PROGRAMME  
DE LA CONFÉRENCE**





## THÈMES ET SOUS-THÈMES DES SESSIONS PARALLÈLES

### THÈME 1. RELEVER LES DÉFIS D'UNE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE LA POPULATION

#### Session 1.1. Stratégies de lutte contre la précarisation du marché du travail: quelle place pour les programmes d'activation et les politiques d'investissement social?

##### Président

*M. Evance Kalula*, Université du Cap, Afrique du Sud.

##### Rapporteur

*M. Olli Kangas*, Institution d'assurance sociale, Finlande.

**Airio, Ilpo.** Social Insurance Institution Finland. Finlande.

*In-work poverty and unemployment in Finland: Dual labour market or reserve workers?* [Le phénomène des travailleurs pauvres et le chômage en Finlande: dualisme du marché du travail ou travailleurs de réserve?]

**Barbier, Jean-Claude.** University of Paris 1 Panthéon Sorbonne. France.

*The activation of social protection for the last 10 years in developed countries: Was it a complete failure?* [L'activation de la protection sociale dans les pays développés ces dix dernières années: échec total?]

**Behrendt, Christina.** Bureau international du travail. Genève.

*Protecting workers, not jobs: Enhancing income protection in the Middle East* [Protéger les travailleurs, non les emplois: améliorer la protection du revenu au Moyen-Orient]

**Euzéby, Chantal.** Université Pierre Mendès France. France.

*L'inclusion active dans l'Union européenne face à la crise*

**Haux, Tina.** University of Essex. Royaume-Uni.

*Activating lone parents: Applying alternative approaches to the British case* [Activation des familles monoparentales: retenir d'autres approches pour le modèle britannique]

**Ludwinek, Anna.** European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions. Irlande.

*Active inclusion of young people with health problems or disabilities* [L'inclusion active des jeunes souffrant d'un problème de santé ou d'un handicap]

**Marx, Ive. Natascha Van Mechelen.** University of Antwerp. Belgique.

*Minimum income protection in times of crisis* [La protection du revenu minimum en période de crise]

**Meva'a Abomo, Dominique.** Université de Douala. Cameroun.

*Les défis de l'investissement social face à l'augmentation rapide du capital humain, la récession du marché de l'emploi et la crise de gouvernance dans le Tiers Monde: le cas du Cameroun*

**Miyazato, Naomi. Tadashi Sakai.** Nihon University College of Economics. National Institute of Population and Social Security Research. Japon.

*Who places more value on job quality? Evidence from the Japanese labour market* [Qui accorde plus d'importance à la qualité des emplois? Données issues du marché du travail japonais]

**Øverbye, Einar.** Oslo University College. Norvège.

*Activation and the coordination challenge* [Activation et défi de la coordination]

**Rosenstein, Emilie. Jean-Michel Bonvin.** Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale. Suisse.

*Réinsérer les bénéficiaires de prestations sociales en temps de crise: bilan et enjeux de quelques pratiques innovantes en Suisse*

**Van Huizen, Thomas.** Utrecht University. Pays-Bas.

*Savings accounts for unemployment: Assessing the impact on job search behaviour* [Comptes d'épargne-chômage: évaluer leur impact sur l'attitude des chômeurs vis-à-vis de la recherche d'emploi]

## **Session 1.2. Faire face aux mouvements de population: rendre accessible la sécurité sociale aux populations migrantes**

### **Président**

*M. Achim Seifert*, Université du Luxembourg, Luxembourg.

### **Rapporteur**

*M. Marius Paul Olivier*, Institut international de politiques et droit social, Australie.

**Camacho Solis, Julio Ismael.** Universidad Autónoma de Chiapas. Mexique.

*Los trabajadores migrantes e informales excluidos de la seguridad social propuestas de inclusión* [Les travailleurs migrants et informels exclus de la sécurité sociale: propositions en vue de leur inclusion]

**Ceinos Suárez, Angeles.** Universidad de Oviedo. Espagne.

*La protección social de los trabajadores extranjeros en España* [La protection sociale des travailleurs étrangers en Espagne]

**Kaeser, Laure.** Université de Genève. Suisse.

*Conditions, limites et perspectives de l'accès aux soins pour les migrants irréguliers en Europe*

**Mendizábal Bermúdez, Gabriela.** Universidad Autónoma del Estado de Morelos. Mexique.

*La protección social de los trabajadores migrantes de México* [La protection sociale des travailleurs migrants mexicains]

**Meyer Christensen, Anna.** Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio économiques. Luxembourg.

*Unemployment duration: Do immigrants pay the price of welfare generosity and employment protection?* [Durée du chômage: les travailleurs immigrés sont-ils pénalisés par la générosité des prestations sociales et les mesures de protection de l'emploi?]

**Olivier, Marius Paul. Ockert Dupper.** International Institute for Social Law and Policy. Australie. University of Stellenbosch. Afrique du Sud.

*Migration patterns and social protection responses: Perspectives from South and Southern Africa* [Modèles de migration et réponses en matière de sécurité sociale: perspectives d'Afrique du Sud et d'Afrique australe]

**Smit, Nicola. Elmarie Fourie.** University of Johannesburg. Afrique du Sud.

*Labour market flexibility, migration and inflexible social protection in the SADC region* [Flexibilité du marché du travail, migration et protection sociale inflexible dans les pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)]

**Wadensjö, Eskil. Gabriella Sjögren Lindquist.** Swedish Institute for Social Research. Suède.

*Immigrants and the social security system in Sweden* [Les immigrants et le système de sécurité sociale en Suède]

**Wang, Fang. Guang Wu. Ling Qian.** Ministry of Human Resources and Social Security. Ministry of Health. République populaire de Chine.

*Improving the health insurance framework to meet the primary health service demands of Chinese farmer-turned domestic migrant workers* [Améliorer le régime d'assurance-maladie pour répondre aux besoins de soins de santé primaires des travailleurs domestiques migrants originaires des zones rurales]

**Session 1.3. Redéfinir le travail et la retraite dans une société de longue vie: vers une nouvelle gestion des âges****Président**

*M. Jos Berghman*, Université catholique de Louvain, Belgique.

**Rapporteur**

*Mme Sara E. Rix*, AARP Institut de politiques publiques, Etats-Unis.

**Calvo Bralic, Esteban.** Harvard University. United States.

*The impact of pension policy on older adults' life satisfaction: An analysis of longitudinal multilevel data*

**Casey, Bernard.** University of Warwick. United Kingdom.

*The value and costs of informal care: An attempted estimation*

**García Flores, Jacinto.** Benemérita Universidad Autónoma de Puebla. Mexico.

*Contratación de trabajadores de la tercera edad y deducción de impuestos para las empresas en México* [The recruitment of seniors and tax deductions for enterprises in Mexico]

**Rodriguez Cardo, Iván Antonio.** Universidad de Oviedo. Spain.

*La jubilación al servicio de la política de empleo en España* [The role of retirement in employment policies in Spain]

**Rubel, Katarzyna.** Université Montesquieu Bordeaux IV. France.

*La prise en charge de la dépendance des personnes âgées: défi pour la sécurité sociale et la solidarité familiale?* [Covering dependency among the elderly: The challenge for social security and family solidarity]

**Kanti Sahu, Bimal.** Employees' State Insurance Corporation. India.

*Improvements in life expectancy and sustainability of social security schemes: A challenge worldwide*

**Song, Jae.** Social Security Administration. United States.

*An alternative path to retirement: Evidence from Social Security disability Insurance benefit applicants*

## **THÈME 2. RELEVER LES DÉFIS DES CRISES MULTIPLES FRAPPANT LE MONDE AUJOURD'HUI**

### **Session 2.1. Renforcer la légitimité de la sécurité sociale en temps de crises: entre solidarité et politiques sociales dynamiques**

#### **Président**

*Mme Bea Cantillon, Université d'Anvers, Belgique.*

#### **Rapporteur**

*M. Christian Aspalter, Université normale de Beijing - Université Baptiste de Hong Kong, Chine.*

**Amitsis, Gabriel.** Higher Technical Institute of Athens. Grèce.

*Mixed social security benefits for persons outside the labour market – Addressing the Greek solidarity paradigm [Une panoplie de prestations sociales pour les personnes situées en dehors du marché du travail – Une solution pour le modèle grec de solidarité]*

**Aspalter, Christian.** Beijing Normal University, Hong Kong Baptist University, United International College. République populaire de Chine.

*Towards “Human Capital Solidarity”: Emphasizing justice in the distribution of physical, mental, social and cultural capabilities – A normative study in social policy [Vers une "solidarité du capital humain": pour une répartition plus juste des capacités physiques, mentales, sociales et culturelles – Etude normative de la politique sociale]*

**Blomberg, Helena. Johanna Kallio. Christian Kroll. Olli Kangas. Mikko Niemelä.** University of Helsinki. Social Insurance Institution. Finlande.

*Attitudes towards welfare policies among high-risk groups in Europe [Attitudes vis-à-vis des politiques sociales au sein des catégories de la population à hauts risques en Europe]*

**Bustos, Marta. Marlene Araya Cuello.** Universidad de Valparaiso. Chili.

*Pensión básica solidaria de vejez. Evaluación de impacto en la calidad de vida de los beneficiarios [La retraite de base de solidarité: évaluation de son impact sur la qualité de vie des bénéficiaires]*

**Cantillon, Bea.** University of Antwerp. Belgique.

*Poverty, investment and social security in rich egalitarian welfare states [Pauvreté, investissement et sécurité sociale dans les États providence égalitaires des pays riches]*

**Dietz, Martin. Andrea Arlt, Ulrich Walwei.** Institute for Employment Research. Allemagne.

*Winds of change: Work arrangements in Germany* [Changement dans les modalités de travail en Allemagne]

**Essoussi, Kamel.** Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale. Tunisie.

*Femme et sécurité sociale: entre tradition, modernité et accès égalitaire aux prestations. Approche de la Tunisie*

**Fukawa, Tetsuo.** National Institute of Population and Social Security Research. Japon.

*The distributive impact of support measures for low-income families in Japan* [L'impact sur la distribution du revenu des mesures de soutien en faveur des familles à faible revenu au Japon]

**Heidary, Ali. Reza Manuchehri Rad.** Social Security Organization. AMIRKABIR University of Technology. République islamique d'Iran.

*The schematic framework for utilizing the Ministry of Welfare and Social Security in Iran's Economic Reform Plan* [Le cadre schématique de la mise en oeuvre du Plan de réforme économique par le ministère du Bien-être et de la Sécurité sociale en Iran]

**Kim, Jin Soo. Seong Young Lee.** Yonsei University. République de Corée. University of Oxford. Royaume-Uni.

*Extinction or evolution? A study of the challenges and the future of social insurance in Korea* [Disparition ou évolution? Etude de l'avenir de l'assurance sociale coréenne et des défis qu'elle doit relever]

**Mpedi, Letlhokwa George.** Centre for International and Comparative Labour and Social Security Law. Afrique du Sud.

*The recent financial and economic crisis: Social security lessons for the Southern African Development Community* [La récente crise financière et économique: enseignements en matière de sécurité sociale pour la Communauté de développement d'Afrique australe]

**Mzid, Nouri.** Université de Sfax. Tunisie.

*Le système tunisien de protection sociale: émergence du principe de solidarité et défis de dysfonctionnement*

**Niemelä, Mikko,** Social Insurance Institution. Finlande.

*Toward a non-generic approach to poverty attributions* [Vers une analyse non générique des causes de la pauvreté]

**Quené, Marjolein.** Sociale Verzekeringsbank. Pays-Bas.

*Financial protection for future survivors: The National Survivor Benefits Act in the Netherlands* [La protection financière des futurs survivants: la loi générale sur l'assurance des survivants aux Pays-Bas]

**Sarfati, Hedva.** ISSA Consultant on Labour market and welfare reforms. Genève.

*Securing decent pensions for nurses: Gaining insights for the issues at stake for an “atypical” workforce* [Garantir une retraite décente aux infirmières: un aperçu des enjeux pour une main d’oeuvre atypique]

**Sheen, Veronica.** Monash University. Australie.

*The social risks of precarious employment for women* [Risques sociaux de l’emploi féminin précaire]

**Tangian, Andranik.** Hans-Böckler-Foundation and Karlsruhe Institute of Technology. Allemagne.

*Flexicurity: Monitoring indicators and policy proposals* [Flexicurité: indicateurs de suivi et propositions d'action]

**Xhumari, Merita.** University of Tirana. Albanie.

*Challenges facing the old-age pension system in the Western Balkans* [Défis à relever par le système de retraite dans les Balkans occidentaux]

## **Session 2.2. La question du financement: quelles innovations pour une sécurité sociale pérenne?**

### **Président**

*M. Krzysztof Hagemejer*, Bureau international du travail, Genève.

### **Rapporteur**

*Mme. Agnieszka Chlon-Dominczak*, Université de Varsovie, Pologne.

**Baruti, Elias E.M.** The Local Authorities Pension Fund. République-Unie de Tanzanie.

*The role of pension funds as institutional investors in Tanzania: Challenges and opportunities* [Le rôle des fonds de pension en tant qu’investisseurs institutionnels en Tanzanie: défis et perspectives]

**Carmona, Jhon.** The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria. Suisse.

*The desirable effect of solidarity in the limitation of foreign investment of pension funds* [L’effet souhaitable de la solidarité dans la limitation des capitaux étrangers dans les fonds de pension]

**Chekki Cherni, Houyem. Tahar Abdessalem.** Université de la Manouba. Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis. Tunisie.

*Réforme du financement des systèmes de retraite: nouveaux enjeux et application au cas tunisien*

**Jess, Heinrich.** Deutsche Rentenversicherung Bund. Allemagne.

*Vermeidung von Armut im Alter* [Éviter la pauvreté pendant la vieillesse]

**Katsuya, Yamamoto.** National Institute of Population and Social Security Research. Japon.

*The evaluation of the DPJ's new pension scheme* [Évaluation du nouveau régime de retraite proposé par le Parti démocrate du Japon]

**Kawinski, Marcin. Dariusz Stanko. Joanna Owczarek.** Warsaw School of Economics. Pologne.

*Protection mechanisms in the pension systems of the CEE countries* [Les mécanismes de protection dans les systèmes de retraite des pays de l'Union européenne]

**Kuné, Jan B.** APG Group. Pays-Bas.

*Pensions in a shrinking economy* [Les retraites dans une économie en déclin]

**Marruecos Huete, Jesús Carlos.** Asociación Española de Salud y Seguridad Social. Espagne.

*Estrategias para la garantía de financiación de la seguridad social frente a la crisis actual* [Stratégies pour assurer le financement de la sécurité sociale dans le contexte de crise actuel]

**Mills, Catherine.** Université de Paris I. France.

*La crise financière et économique: explosion des déficits sociaux et enjeux d'une réforme alternative du financement d'une protection sociale renouvelée*

**Olivera, Javier.** Katholieke Universiteit Leuven. Belgique.

*Welfare, inequality and financial consequences of a multi-pillar pension system: A reform in Peru* [Conséquences sur le bien-être et les inégalités et impact financier d'un système de retraite à plusieurs piliers – La réforme péruvienne]

**Prasad, Naren. Megan Gerecke.** Bureau international du travail. Genève.

*Social security spending in times of crisis* [Les dépenses de sécurité sociale en temps de crise]

**Ruiz Moreno, Angel Guillermo.** Universidad de Guadalajara. Mexique.

*Financiamiento de la seguridad social en tiempos de crisis del empleo* [Le financement de la sécurité sociale dans un contexte de crise de l'emploi]

**Turner, John A.** Pension Policy Center. Etats-Unis.

*Political risk with automatic adjustment mechanisms for social security: Is "automatic" really automatic?* [Le risque politique associé à des mécanismes d'ajustement automatique pour la sécurité sociale: peut-on vraiment parler d'ajustement automatique?]



**Session 2.3. La question de l'extension de la couverture: entre mythe et réalité****Président**

*M. Mohamed Chaabane*, Centre de Recherches et d'Études de Sécurité Sociale, Tunisie.

**Rapporteur**

*Mme María Patricia Kurczyn*, Université nationale autonome du Mexique, Mexique.

**Ackson, Tulia.** University of Dar-es-Salaam. République-Unie de Tanzanie.

*Extension of social security coverage to the excluded in Tanzania: Legislative and new policy directions* [L'extension de la couverture de la sécurité sociale à ceux qui en sont exclus en Tanzanie: évolution législative et nouvelle orientation des politiques]

**Daza Aramayo, Lourdes Gabriela.** University of Economics Prague. République tchèque.

*Análisis de las probalidades de la ampliación de la cobertura de Seguridad Social en América Latina, cuáles serían sus efectos y sus probabilidades de éxito* [Analyse des probabilités d'extension de la couverture sociale en Amérique latine: des effets de cette extension et de leur succès]

**Dostal, Jörg Michael.** Seoul National University. République de Corée.

*Nigerian pension reform 2004-2010: Great leap or inappropriate policy design?* [La réforme du système de retraite nigérian de 2004, six ans après: grand bond en avant ou politique mal conçue?]

**Dupper, Ockert. Marius Paul Olivier.** University of Stellenbosch. Afrique du Sud. Institute of Social Law and Policy. Australie.

*The extension of social security coverage: A South African case study* [L'extension de la couverture de la sécurité sociale: l'exemple de l'Afrique du Sud]

**Elveren, Adem Yavuz.** Kahramanmaras Sutcu Imam University. Turquie.

*The formalization of the labour market and social security deficits in Turkey: What should be done?* [Recul du travail informel au profit du travail formel et déficit de la sécurité sociale en Turquie: quelles solutions?]

**Fernández Salas, María Eugenia.** Universidad del Zulia. Venezuela.

*La extensión de la protección social frente a la vejez en el nuevo sistema de seguridad social venezolano* [L'extension de la protection sociale à la population âgée dans le nouveau système vénézuélien de sécurité sociale]

**Karadeniz, Oguz.** Pamukkale University, Turquie.

*Extension of health services coverage for needy in Turkey: From social assistance to general health insurance* [L'extension de la couverture des services médicaux aux personnes démunies en Turquie: de l'assistance sociale à l'assurance maladie générale]

**Moreno Dupuich, Frankling Percy.** Seguro Social de Salud "ESSALUD". Pérou.

*Seguro social solidario juvenil* [L'assurance sociale solidaire pour les jeunes]

**Moreno Padilla, Javier.** Confederación Patronal de la Republica Mexicana (COPARMEX). Mexique.

*Universalidad de la seguridad social en México* [L'universalité de la sécurité sociale au Mexique]

**Olivier, Marius Paul. Adriaan Wolvaardt.** International Institute for Social Law and Policy. Australie.

*The extension of social protection to non-formal sector workers, with specific reference to social insurance coverage: Some recent developing country experiences* [L'extension de la protection sociale, en particulier de la couverture de l'assurance sociale, aux travailleurs du secteur informel: quelques expériences récemment mises en oeuvre dans les pays en développement]

**Olivier, Marius Paul. Avinash Govindjee.** International Institute for Social Law and Policy. Australie. Nelson Mandela Metropolitan University. Afrique du Sud.

*The role of inter-governmental organizations in enhancing social protection in times of instability: Lessons from SADC* [Le rôle des organisations intergouvernementales dans le renforcement de la protection sociale pendant les périodes d'instabilité: leçons de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe]

**Pottaveettil Remesh, Babu.** Indira Gandhi National Open University. Inde.

*Extending social protection for unorganized sector workers in India: One step forward, two steps backward?* [Extension de la protection sociale aux travailleurs du secteur non organisé en Inde: un pas en avant, deux pas en arrière?]

**Ramirez Lopez, Berenice Patricia.** Universidad Nacional Autónoma de México. Mexique.

*Capitalización individual en pensiones y separación entre financiamiento y prestadores de servicios de salud, ¿Camino para ampliar la cobertura en México?* [Retraite par capitalisation individuelle et séparation entre les instances de financement et celles de prestation des services de santé: un moyen d'étendre la couverture au Mexique?]

### **THÈME 3. IMPACT DES TENDANCES MAJEURES ÉMERGENTES SUR LES POLITIQUES SOCIALES ET SUR LES DÉFIS À VENIR POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE**

#### **Session 3.1. Repenser l'architecture de la sécurité sociale dans un monde instable: comment s'adapter aux défis des "stress" exogènes**

##### **Président**

*M. Joakim Palme*, Institut pour les études futures, Suède.

##### **Rapporteur**

*M. Yannick D'Haene*, Association internationale de la sécurité sociale, Genève.

**de Jouvenel, Hugues.** Futuribles. France.

*La sécurité sociale confrontée au bouleversement du monde*

**Fahlbusch, Nils.** Booz & Company. Allemagne.

*Rethinking the design of social security in an unstable world: Outlook on potential challenges imposed by worldwide megatrends* [Repenser l'architecture de la sécurité sociale dans un monde instable: vue d'ensemble des défis potentiels imposés par des tendances majeures à l'échelle mondiale]

**Palme, Joakim.** Institute for Future Studies. Suède.

*The future of social security in a changing world: The quest for a social investment approach* [Le futur de la sécurité sociale dans un monde en mutation: la recherche d'une approche basée sur l'investissement social]

#### **Session 3.2. Impact des nouvelles technologies sur les politiques sociales et l'efficacité des stratégies participatives**

##### **Président**

*M. Chris Gibbon*, IBM, Royaume-Uni.

##### **Rapporteur**

*M. Julien Damon*, Sciences Po, France.

**Damon, Julien. Sylvain Lemoine. François de Jovenel. Pierre-Yves Cusset.** Sciences Po. Caisse d'allocations familiales de Rennes. Futuribles. France.

*Les politiques sociales au défi de l'innovation: présentation de l'étude "Futuribles"*

**Gibbon, Chris.** IBM. Royaume-Uni.

*Six technologies that are changing social services and social security worldwide* [Six technologies qui modifient les services sociaux et la sécurité sociale à travers le monde]

**González, Laura. Gabriel López. Fabricio Alvarez.** Universidad de la República del Uruguay. Uruguay.

*Integrating advanced web technologies in a social security portal* [Intégrer des technologies web avancées à un portail de la sécurité sociale]

**González, Laura. Guzmán Llambías. Pablo Pazos.** Universidad de la República del Uruguay. Uruguay.

*Towards an e-health integration platform to support social security services* [Vers une plate-forme d'intégration e-santé pour soutenir les services de sécurité sociale]

**González, Laura. Patricia Foti. Raquel Sosa. Bruno Rienzi.** Universidad de la República del Uruguay. Uruguay.

*Benefits and challenges of using geographic information systems to enhance social security services* [Intérêt et défis lors de l'utilisation de systèmes d'information géographique pour améliorer les services de sécurité sociale]

**Radulica Montserrat, Simona Manuela.** Université de Lausanne. Suisse.

*La sécurité sociale face aux nouveaux risques informatiques* [Social security and new information technology risks]

### **Session 3.3. L'émergence des nouvelles puissances économiques: quelles nouvelles valeurs pour les politiques de sécurité sociale?**

#### **Président**

*M. François-Xavier Merrien, Université de Lausanne, Suisse.*

#### **Rapporteur**

*M. Milko Matijascic, Institut de recherche en économie appliquée, Brésil.*

**Damon, Julien.** Sciences Po. France.

Les transferts monétaires conditionnels: une innovation du Sud devenue expérimentation au Nord

**Ghai, Mridula.** Employees' Provident Fund Organisation. Inde.

*Policy interventions for bridging the social security coverage gap in the unorganized sector in the BRIC countries* [Interventions publiques pour combler les lacunes de la couverture de la sécurité dans le secteur non organisé dans les pays du groupe BRIC]

**Kay, Stephen. Milko Matijascic.** Federal Reserve Bank of Atlanta. Etats-Unis. Institute of Applied Economic Research. Brésil.

*Brazilian social security in comparative perspective: Expenditures, redistribution and inequality* [Sécurité sociale brésilienne dans une perspective comparative: dépenses, redistribution, et inégalités]

**Merrien, François-Xavier. Daniele Lopes Wohnlich.** Université de Lausanne. Suisse.

*La Bolsa Familia: un modèle de protection sociale pour les pays du Sud?*

**Sander, Anne. Christopher Schmitt. Stein Kuhnle.** Hertie School of Governance. Allemagne.

*Towards a Chinese welfare state? Tagging the concept of social security in China* [Vers un Etat providence en Chine? Appréhension du concept de sécurité sociale en Chine]

**Singh, Sharad.** Employees' Provident Fund Organisation. Inde.

*Organizational effectiveness of select Indian social security organizations - A diagnostic study* [L'efficacité organisationnelle d'institutions de sécurité sociale sélectionnées en Inde - étude d'évaluation]

**Tsai, Hung-Jeng. Chingli Yang.** Nan-Hwa University. National Cheng-Kung University. République populaire de Chine.

*The political logic of the new cooperative medical scheme in China* [La logique politique du nouveau système de santé coopératif en Chine]



**Fernand LEPAGE**

*Président de l'aoss*

Dear Minister

Dear Secretary General

Ladies and Gentlemen

I have the great pleasure to welcome you today in Luxembourg for the 6<sup>th</sup> International Policy and Research Conference on Social Security organized by (ISSA) and hosted by ALOSS, the association of social security institutions of Luxembourg on the top: *Emerging trends in times of instability: New changes and opportunities for social security.*

As ALOSS supports the values of ISSA, we are proud to help in the promotion of a dynamic social security.

Luxembourg is for the second time host of an ISSA conference. Last time it was in 1997 for the European Regional Meeting on the topic: *Social security, the family and the individual: a new sharing of responsibilities.*

First I like to thank warmly Mr. Mars Di Bartolomeo, Luxembourg Minister of Health and Social Security for being with us today. We feel honored by your presence and the value you attach to the International Policy and Research Conference.

My thanks also go to my colleague members of the board of ALOSS for their organizational commitment, to the Luxembourg Ministry of Social Security and to the University of Luxembourg who assisted ALOSS in preparing the conference.

Mesdames et Messieurs,

L'ALOSS, l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale a été créée en 1967 et depuis lors est membres de l'AISS.

L'association se compose des administrations et d'institutions de sécurité sociale qui agissent dans les différentes branches de la protection sociale au Luxembourg.

- Son objet principal est de représenter les intérêts de ses membres à l'égard des organismes internationaux, d'éditer des bulletins autour des questions sociales et d'organiser des séminaires.

Donc, en accueillant la conférence internationale d'analyse et de recherche à Luxembourg, l'ALOSS poursuit plusieurs buts de sa mission.

Meine Damen und Herren,

Ich möchte die Organisatoren der IVSS beglückwünschen für die Wahl der Themenstellung der Forschungskonferenz: *Neue Trends in Zeiten der Instabilität: neue Herausforderungen und Chancen für die soziale Sicherheit.*

Während den drei Tagen der Konferenz in Luxemburg wird es uns möglich sein Erkenntnisse zu gewinnen in bezug auf

- die neuen demografischen Rahmenbedingungen, ausgelöst durch veränderte Lebenszyklen und zunehmende Migration, sowie
- die Konsequenzen der Finanzkrise und die Veränderungen für die Zukunft der sozialen Sicherheit und
- die Auswertung aufkommender gesellschaftlicher Trends und die damit verbundenen Herausforderungen für die soziale Sicherheit



Ladies and Gentlemen,

After Vienna (1994), Jerusalem (1998) Helsinki (2000) Antwerp (2003) and Warsaw (2007), Luxembourg will be for the next three days a privileged platform for exchanging experiences and findings in social security for over 250 researchers, experts and administrators from 60 countries all over the world.

Fostering the research capacities of social security organizations is an essential investment for the future and gatherings of researchers are essential to enhance the exchange of experience among academics and administrators. We recognize the importance of research for social security concepts and policies at all levels. Organizations need to see beyond the national level and can only benefit from findings and experiences of other countries.

I wish every participant a constructive event and I'm sure that this conference will constitute a significant contribution for the development process of social security concepts.



**Mars DI BARTOLOMEO**

*Ministre de la Sécurité sociale  
au Luxembourg*

E schéine gudde Moien an häerzlech wëllkomm !

That means, welcome, bienvenue, herzlich Willkommen in Luxemburg.

C'est pour moi un très grand plaisir et un honneur d'assister pour la deuxième fois à la conférence de l'AISS, organisée par l'ALOSS. Je peux vous assurer que la première expérience était pour moi très motivante parce que j'y ai retrouvé les idées forces qui me motivent à agir et à réagir dans la politique luxembourgeoise et européenne.

Je tiens à remercier l'ALOSS, l'AISS et l'Université du Luxembourg d'avoir permis le déroulement de cette conférence au Luxembourg et je remercie le secrétaire général de l'AISS pour son introduction qui touche les problèmes au fond.

Je voudrais souligner l'importance de la recherche en matière de sécurité sociale, non pas seulement l'importance de la recherche en ce qui concerne la composante économique de la sécurité sociale. Beaucoup d'analyses et d'études existent qui renvoient au coût, au surcoût de nos modèles de sécurité sociale et qui nous invitent à changer de fond en comble nos modèles de sécurité sociale, parce que plus soutenables. Souvent on nous dit qu'il faut réformer ces systèmes. Je suis complètement d'accord qu'il faut les réformer en permanence, mais d'aucuns parlent de réforme et pensent au démontage. Pour moi, ce n'est pas le sens que je veux donner à la réforme de la sécurité sociale. Je ne conteste certainement pas que la sécurité sociale, dans tous nos pays, dans toutes ses composantes à un prix très élevé. On est tout à fait à même de calculer ce prix en Euro mais on oublie souvent de dresser le bilan des plus-values de cet investissement en Euro.

La crise que nous avons vécue et que nous vivons toujours nous a montré que la sécurité sociale ne représente pas seulement un coût mais est un facteur stabilisateur pendant des temps difficiles parce qu'elle évite la cassure sociale qui rend plus difficile encore la crise.

Nous ne devons donc pas oublier quand nous analysons le poids financier de la sécurité sociale les avantages et les plus-values qu'apportent la sécurité

sociale et qui correspondent à un engagement fort de la collectivité. Ces fonds ne sont pas investis à fond perdu, mais apportent un accès à tout le monde à des prestations de qualité. Ceci correspond à un pouvoir d'achat important pendant des temps de crise et constitue un moteur réel de création de nouveaux emplois, des emplois de qualité. Je vous cite à titre d'exemple l'assurance dépendance qui est le dernier pilier que le Luxembourg a créé en matière de sécurité sociale. La collectivité, et non seulement l'Etat, était disposée à payer le prix que coûte cette nouvelle branche de la sécurité sociale. Quel bilan peut-on aujourd'hui tirer? L'assurance dépendance a apporté un bon, un meilleur encadrement aux personnes dépendantes, aux personnes âgées qui ont souffert de la transformation de notre société et du changement du concept traditionnel de la famille.

Au Luxembourg, nous avons vu que ce nouveau secteur était un vrai moteur à créer des emplois. Des milliers de postes de qualité ont été créés dans ce domaine. Il y a cinq ans, les assurés ont même accepté un relèvement de la cotisation de l'ordre de 40%. Il n'y a pas eu de révolution, il n'y a pas eu de manifestations de protestation, il y a eu questionnement. Mais grâce à la qualité du service presté, les assurés étaient d'accord à payer le prix qu'on exigeait pour financer solidairement ces nouvelles prestations.

Si nous nous confrontons aux questions du prix de la sécurité sociale, confrontons-nous aussi à la question du prix de l'absence d'une sécurité sociale généreuse, comme nous la connaissons dans nos pays. Vous pouvez tous vous donner les réponses adéquates.

Donc, ma conclusion dans ce raisonnement, c'est de ne pas nous laisser guider exclusivement par des études qui se focalisent sur le coût de la sécurité sociale, mais poussons les études à capter aussi les plus-values, pas seulement en termes pécuniaires, mais aussi en terme de qualité de vie, de cohésion sociale et j'en oublie et des meilleures. C'est la raison pour laquelle des conférences comme la nôtre sont tellement importantes. Donnons-nous les moyens de produire, de présenter des études qui apportent une autre vue sur ce qui est présenté par d'aucuns comme un problème. J'ose affirmer que pendant la crise, la sécurité sociale n'était pas le problème mais était une des bonnes réponses aux problèmes et un élément stabilisateur. Si nous doutons de la valeur de nos systèmes, regardons un moment outre-Atlantique. Des millions, des dizaines de millions de gens y rêvent de systèmes de protection sociale comme nous en disposons. Pendant qu'ils se concentrent sur la construction de systèmes aux modèles empruntés aux nôtres, chez nous il y en a qui s'attellent au démontage de nos systèmes.

En ce qui concerne les défis auxquels nos systèmes sont confrontés, je suis d'accord qu'il faut adapter nos systèmes de sécurité sociale à des évidences. Les systèmes de pension ont été construits à l'époque pour des assurés qui vivaient jusqu'à 60 ou 65 ans. Souvent ils étaient décédés avant de toucher leur pension. Aujourd'hui, notre espérance de vie va jusqu'à 80, 90 ans. A l'évidence, il faut adapter le système à cette nouvelle réalité, mais cette

adaptation ne doit pas être prise comme prétexte pour démonter. Ces réalités doivent être prises en compte afin de pérenniser nos systèmes de pension.

Il ne faut pas se concentrer sur des solutions faciles du genre à relever indéfiniment l'âge de la retraite, mais il faut confronter les assurés aux nouvelles évolutions. La raison pour laquelle nous devons adapter nos systèmes de pension n'est pas une catastrophe mais une chance. Nous vivons plus longtemps en bonne santé, alors réjouissons-nous de cette situation et donnons nous les moyens pour stabiliser nos systèmes de pension.

Quelques mots sur l'évolution de la politique européenne. L'année 2010 est l'année européenne de la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté. C'est le débat de la sécurité sociale. C'est l'un des éléments clés, des idées forces de notre sécurité sociale et je crois que nous devons tirer de cette priorité la légitimité de présenter les avantages de la sécurité sociale classique à nos interlocuteurs.

La stratégie Europe 2020 se focalise sur la lutte contre la pauvreté et c'est très bien, mais l'Europe sociale ne doit pas seulement se limiter à la lutte contre la pauvreté. L'Europe sociale doit aussi élargir le débat à la valeur d'une sécurité sociale performante. En ce qui concerne le livre vert de la Commission sur la pérennité, l'adéquation et la portabilité des pensions, je rejoins le discours que j'ai tenu il y a quelques minutes, dans le but de ne pas présenter le dossier "pension" comme un risque ou une menace, mais de voir aussi la plus-value en terme de cohésion sociale.

Au Luxembourg, on connaît les mêmes problèmes et les mêmes discussions que dans tous les pays desquels vous venez.

On vient de finaliser une réforme de l'assurance accident avec une contribution solidaire de toutes les entreprises, sans distinction du secteur d'activité, avec un système de bonus/malus.

Nous sommes en pleine discussion sur la réforme de l'assurance maladie avec comme idée-force: garantir le financement solidaire et l'accès égalitaire à des prestations de qualité avec un accent sur la documentation de la qualité.

La prochaine étape que nous sommes en train de préparer c'est la réforme de l'assurance pension. Vous voyez, tout un programme. Notre méthode consiste, non pas à dicter, mais à essayer de convaincre par la discussion et le dialogue. Nous n'allons pas convaincre tout le monde, mais nous allons essayer de le faire.

En conclusion, si on avait encore besoin d'une preuve pour défendre nos systèmes de sécurité sociale basés sur la solidarité et réfutant toute forme d'inégalités, c'est la crise qui nous l'a apporté. Je vous souhaite un travail motivant pour déboucher sur des conclusions encourageantes pour notre mouvement de défense des valeurs pour une sécurité sociale solidaire et performante.

Merci beaucoup !



**Yannick D'HAENE**

*Directeur de l'Observatoire  
de la Sécurité Sociale à l'AISS*

## **SYNTHÈSE DU RAPPORT DE LA SESSION SUR LES " TENDANCES ÉMERGENTES DANS UN MONDE INSTABLE "**

### **Introduction**

Trois remarques liminaires méritent d'être formulées avant de résumer les débats de la session:

1. Le thème traité au cours de cette session "Tendances émergentes dans un monde instable; nouveaux défis et opportunités pour la sécurité sociale" est au cœur de cette conférence qui veut déceler les tendances émergentes et en analyser les conséquences pour les populations.
2. Parler de tendances "nouvelles" peut se révéler anxiogène et générer une forme de stress. Le sous-titre de cette session 3.1 est d'ailleurs "Comment s'adapter aux défis de stress exogènes?". Toutefois, l'approche suggérée reste résolument positive puisqu'en opposition aux "nouveaux défis" il est fait aussi allusion aux "nouvelles opportunités".
3. Pour excitant qu'il puisse paraître, ce thème a peu inspiré les auteurs si l'on en juge au nombre de contributions reçues. Pour autant il est réjouissant de voir le nombre de participants dans cette salle, e qui semble montrer un intérêt, ou à tout le moins une curiosité pour ces tendances émergentes et leurs conséquences.

Une explication à ces deux constatations opposées réside sans doute dans la difficulté d'un exercice prospectif à 10 ou même 20 ans de distance, qui est l'horizon proposé par les intervenants... et alors même que la dernière crise a montré que tout peut être dramatiquement bouleversé sans que les meilleurs spécialistes mondiaux aient pu le prévoir!

\*

Pourtant, quelles que soient les interrogations de départ, il semble y avoir consensus pour estimer cet exercice tout à fait indispensable pour deux raisons:

D'abord... parce que d'autres s'en préoccupent déjà. C'est le cas de certaines grandes compagnies privées ou branches industrielles comme l'automobile. Ce positionnement correspond à une attitude proactive face

aux évènements et stimuli de la vie consistant à prévenir les éventuelles difficultés et à prévoir les moyens d'y faire face au moins à les cantonner raisonnablement. Cette démarche est bien connue de la plupart des managers modernes qui intègrent de plus en plus le "risk management" dans leur plan de travail.

Cette démarche correspond au contexte d'un monde de plus en plus instable et complexe qui nécessite de s'efforcer de cerner les évolutions et tendances lourdes pouvant avoir un impact significatif sur l'activité professionnelle exercée.

Ensuite, parce qu'il importe de mettre les administrateurs de la sécurité sociale en situation, non seulement de gérer les conséquences des changements, mais aussi de conseiller les autorités politiques de leur pays. Il est clair qu'il appartient à ces autorités de prendre les décisions de leur ressort et de déterminer l'agenda et les mesures politiques concernant notamment la protection sociale. Pour autant, la complexité même de ces questions et l'expertise unique se situant au niveau des caisses de sécurité sociale et de leurs managers suppose qu'ils soient en mesure d'éclairer les décisions à prendre par les responsables politiques.

\*

Mais de quelles "tendances émergentes" s'agit-il?

Bien entendu, il ne saurait s'agir d'évènements circonstanciels, même à conséquences importantes, tels des chocs pétroliers ou une crise économique financière.

Ces "tendances émergentes" ou "tendances lourdes" concernent des mouvements de fond qui ne manqueront pas d'affecter les sociétés dans leurs dimensions: économique, sociétale, voire géostratégique.

Une telle approche permet de comprendre que l'horizon envisagé n'a rien à voir avec le temps économique (dont on rappellera que le long terme intéresse une durée supérieure à 5 ans...). Ainsi, l'horizon envisagé par Futuribles est à ce jour 2020 à 2030, pendant que Booz s'intéresse à 2025!

Une définition intéressante de ces tendances émergentes nous est proposée par Futuribles: "Les tendances lourdes sont des tendances inscrites dans un passé plus ou moins lointain et empreintes d'une inertie telle qu'elles ne sont pas susceptibles de s'inverser dans un délai bref".

Futuribles ajoute que ces tendances peuvent connaître, sous l'influence de divers facteurs, des infléchissements ou des accentuations, voire des bifurcations à l'horizon choisi.

\*



## Rapport présenté par Booz (\*)

Les présentateurs de Booz ont d'abord soulevé les questions que les administrateurs de sécurité sociale devraient envisager ("address") dans une approche réellement prospective:

- Quelles sont les perspectives de soutenabilité des systèmes de protection sociale basés sur des cotisations assises sur les salaires (systèmes par répartition ou PAYG) eu égard aux menaces potentielles de certaines "Megatrends" pour reprendre leur vocabulaire? C'est particulièrement le cas pour l'impact de la désindustrialisation dans certains pays développés ainsi que, de façon plus générale, des effets des changements démographiques).
- Comment prendre en compte, dans les agendas politiques, les modifications en profondeur et à long terme du marché du travail?
- De quels moyens peuvent disposer les organisations de sécurité sociale pour participer plus activement aux discussions politiques sur ces sujets, par exemple dans le cadre des "plans de développement durables" de plus en plus structurés sur un plan national?
- Comment les organisations de sécurité sociale peuvent-elles gagner en influence auprès des autorités ministérielles dont elles dépendent (tutelles) mais aussi au niveau national.
- Quels partenariats engager, et avec qui pour construire des stratégies en ligne avec les questions précédentes?
- Quel plan d'action élaborer au regard de ces questions et des objectifs qu'elles sous-tendent? Avec quelles ressources à prévoir, notamment en termes de ressources humaines?

Après ce recensement des questions que devraient impérativement se poser les administrateurs d'organisations de sécurité sociale les intervenants de Booz ont mis en évidence trois objectifs, fondement de leur action dans le champ de ces "Megatrends":

- Développer des plans à long terme incluant certaines conséquences raisonnablement prévisibles.

Par exemple au regard des conséquences cernables de l'impact d'une forte désindustrialisation dans le domaine de l'industrie automobile avec extrapolation des conséquences financières et de celles sur le marché du travail, et donc des ressources des systèmes sociaux.

- Entretenir et nourrir un dialogue documenté (evidence based) avec les décideurs politiques pour créer une conscience de ces éventualités et les intégrer dans les agendas politiques.

- Ancrer les systèmes de sécurité sociale comme les plus importants piliers de soutenabilité sociale et être de plus en plus naturellement impliqués dans les débats sur le développement durable au niveau national.

Le cas concret de l'industrie automobile a ensuite été développé comme exemple significatif. L'évolution perceptible permet de déceler un besoin considérable à terme plus ou moins court de batteries électriques. Par contre une approche strictement objective conduit à remarquer que ces batteries seront pour l'essentiel fabriquées en dehors de l'Europe. La question à se poser pour les décideurs politiques est donc s'il est opportun de subventionner ce secteur qui ne profitera pas directement à l'emploi ni à la croissance.

Le même raisonnement peut s'appliquer en matière énergétique, par exemple pour ce qui concerne les panneaux photovoltaïques...

Les rapporteurs de Booz concluaient en exhortant les décideurs politiques à:

- Adopter quel que soit la question traitée une approche globale (holistique).
- Déterminer les choix en fonctions d'objectifs qui intègrent le long terme.
- Intégrer les stratégies dans une VISION ample qui inclut les facteurs de durabilité et de soutenabilité.

En outre il leur paraissait indispensable que les acteurs de la sécurité sociale soient totalement parties prenantes de ces stratégies et jouent un rôle actif dans leur élaboration.

### **Rapport présenté par Futurible (\*)**

Pour commencer le représentant de Futurible rappelait que la mission centrale de cette organisation est de détecter les tendances pouvant exercer un impact sur la vie dans le futur.

Il commençait son exposé par deux remarques introductives:

- En premier lieu, le futur s'enracine dans le présent.

L'objectif du prospectiviste est de détecter dans le présent ce qui peut durer et en traîner des conséquences pérennes. La distinction n'est pas toujours aisée à établir: ainsi à propos de la crise économique. Pour beaucoup d'économistes, il s'agit d'un phénomène cyclique se produisant à peu près tous les sept ans.

Pour autant, ce phénomène permet-il une représentation de l'avenir? Futuribles pense que non. Certes il ne s'agit pas d'une crise seulement conjoncturelle, mais ces épisodes ne sont que la transition entre deux mondes, "l'un qui ne finit pas de mourir et un autre qui n'en finit pas de naître".

La tâche de la prospective est de cerner les tendances qui détermineront les contours de ce monde nouveau et d'en tirer des conséquences pour les décideurs.

- En second lieu il convient de s'interroger sur l'échelle de temps envisageable.

Que signifient les expressions "court terme", moyen terme et long terme, bien balisées dans le champ économique mais qui ne peuvent avoir le même sens dans le domaine prospectif.

Cette remarque revêt d'autant plus d'importance que, pour la même problématique, "le temps" n'aura pas la même signification selon la structure et les fondamentaux d'un pays (décentralisé ou centralisé par exemple, ou encore selon que règne un plein emploi ou un chômage structurel...)

Revenant à la phase de transition entre deux mondes que nous vivons, trois tendances majeures étaient mises en évidence:

- Les profondes mutations démographiques en cours d'abord, avec quelques données rappelées telles l'extraordinaire développement de certains continents (Asie et Afrique en tout premier lieu) alors que dans les années 50 les pays de l'OCDE représentaient près d'un quart de la population mondiale. Aujourd'hui les seules Chine et Inde totalisent près de la moitié de cette population...
- La montée en gamme de certains pays émergents, notamment les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).

Il est évidemment essentiel d'analyser les contenus de cette "montée en gamme" ainsi que de ses évolutions prévisibles. L'objectif final reste bien entendu de cerner les conséquences de cette tendance, y compris au regard de ses impacts sur les dispositifs de protection sociale des pays dits actuellement développés.

- La mondialisation et le développement de réseaux déconnectés des Etats-Nations.

La mondialisation entraîne une forte interdépendance, entre pays, entre branches industrielles, entre entreprises multinationales. Par contre cette évolution dont on sent les conséquences dans la vie quotidienne se fait en dehors de toute réglementation. Au contraire, se développent des structures en réseaux sans relation avec le cadre des Etats sur lequel a reposé jusqu'ici la source de régulation et d'édiction de normes dans tous les domaines: économique et financier, social, justice...

Cette évolution bouleverse les schémas de fonctionnement habituels et exonère les acteurs intéressés de la plupart des normes anciennes, en même temps qu'elle leur procure de très grandes libertés d'action.

Ses conséquences sont considérables... et ne manqueront pas de se faire sentir aux systèmes de protection sociale qui ont tout intérêt à les envisager avant qu'elles ne soient incontournables.

Ainsi, à titre d'exemple, peut-on noter que les pressions de la finance sur les entreprises et les décideurs politiques entraînent des risques de plus en plus forts de désinvestissements dans le capital humain, ce qui impacte directement la gestion de la sécurité sociale.

### **Rapport présenté par M. Joakim Palme**

Joakim Palme, directeur du "Institute for future studies", a centré son propos sur "l'investissement social".

Partant du constat que la principale tension sur la sécurité sociale provient du vieillissement de la population, il pense que le débat se focalise trop sur les réformes en matière de santé, pensions, fiscalité.

Il suggère au contraire de repenser les services procurés par la sécurité sociale et donc sur ses missions et sa structure.

Une telle approche suppose de redéfinir l'agenda en matière d'investissement social en mettant l'accent sur

- Dépassant les contraintes trop axées sur le court terme (effets de la crise, par exemple).
- Mettant en place des politiques se concentrant sur les investissements à long terme concernant ce capital humain, alors que les décideurs politiques retiennent en général un horizon court rythmé par les échéances électorales.
- Incluant les dimensions cruciales suivantes:
  - Cohésion sociale,
  - Accent sur les compétences nécessaires pour que les personnes soient en mesure de faire face positivement et efficacement aux défis nouveaux et à l'avenir,
  - Développement d'emplois de qualité.

Pour la sécurité sociale cela nécessite **une nouvelle vision à la fois préventive et proactive.**

Il lui appartient également de plus en plus de considérer le cycle de vie dans son intégralité en promouvant:

- Une réelle politique de l'emploi prenant en compte tant les juniors que les seniors,
- L'égalité des genres,
- La flexicurité du marché de l'emploi.

En conclusion l'orateur mettait l'accent sur les prescriptions suivantes:

- La sécurité sociale est confrontée à un besoin de réformes urgentes, mais ne doit pas se laisser enfermer par les seules contraintes financières.
- Il est essentiel de mobiliser les décideurs politiques sur ces enjeux.
- Toute politique durable doit intégrer toutes les catégories de la population (jeunes, seniors, femmes avec enfants) ainsi que les différents âges de la vie.
- Une indispensable prise en compte de l'apprentissage.
- Une bonne gouvernance, facteur d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre des politiques sociales, le transfert des bonnes pratiques étant un des facteurs de promotion de la bonne gouvernance.

## Débat

De nombreuses questions et contributions ont conduit à mettre en exergue les points suivants au final d'un débat nourri:

- Le développement des maladies professionnelles devrait représenter une tendance forte dans les décennies à venir. La question se pose de leur financement pérenne. Il serait aussi d'une importance cruciale de pouvoir mettre en œuvre (peut être déjà dans le système éducatif) une culture de la prévention et de la sensibilisation à cette problématique.
- Le développement considérable du secteur informel doit conduire les Etats et les systèmes de protection sociale à prévoir des modalités innovantes de financement pour assurer la pérennité des régimes. Il convient aussi de mettre en œuvre des stratégies au niveau des systèmes éducatifs pour développer une culture d'ouverture à l'importance du social auprès des nouvelles générations.
- Dans le même ordre d'idée, la notion "d'empowerment" a été développée comme facteur de mise des individus "en capacité" pour se montrer acteurs positifs dans les évolutions en cours.
- La véritable "flexicurité", a-t-il été avancé, consiste à "casser les rentes de situation" et à remettre en cause les statuts pour permettre plus de mobilité, facteur d'évolutivité des systèmes. A cet égard il a été souhaité distinguer entre les "valeurs fondatrices de la sécurité sociale" et les modes de financement ou modalités d'organisation qui ne sont que contingents.
- Par delà des épiphénomènes qui parfois occultent la vision (révolte contre le prix du pain dans certains pays par exemple) il y a lieu de s'efforcer de cerner les véritables tendances lourdes. Dans ce cas il s'agirait de la tendance au renchérissement des ressources naturelles dans la longue durée.

- Une autre tendance lourde semble être l'émergence d'une "économie fondée sur la connaissance" (knowledge based economy). Cela rejoint la tendance à la tertiarisation de l'agriculture et de l'industrie. Les conséquences humaines en sont immédiates et consistent sans attendre à doter les individus des compétences leur permettant de maîtriser les évolutions attendues. L'objectif reste de "construire des collectivités humaines cohérentes et efficaces" (H. de Jouvenel).
- L'attention a encore été attirée sur l'importance du contexte général d'un pays, en prenant en compte non seulement son histoire mais aussi ses fondamentaux économiques, sociologiques et politiques. Rien ne doit être considéré comme simple dans ce domaine et de nombreux facteurs doivent être pris en considération pour être en mesure de cerner les "mégatendances" d'une société: degré d'industrialisation, niveau d'éducation par catégories sociales, % du PIB consacré à la protection sociale et de façon plus globale aux services collectifs. Priorités sociales... L'analyse de l'ensemble de ces paramètres peut permettre de poser les bases d'un système de protection sociale viable dans la longue durée.
- Reprenant la fonction de "vigie" du prospectiviste, la comparaison a été prolongée en soulignant que la détermination des véritables tendances lourdes correspond à cette fonction de vigilance alors que le gouvernail du navire correspondrait à la mise en œuvre de mécanismes soutenables de protection sociale. La dimension politique de la question se focalise sur les interrogations sur le niveau de protection assurer ainsi que sur les priorités pour les diverses catégories sociales. Ensuite intervient la stratégie à développer qui conduit de plus en plus à devoir changer d'optique en considérant les dépenses sociales non comme une charge mais surtout comme un investissement social à long terme.
- Enfin a été développée l'importance cruciale d'une approche intégrée et préventive liant: sécurité sociale, éducation, marché du travail et migrations. Il est indispensable pour les gestionnaires de sécurité sociale de sensibiliser les décideurs politiques aux choix à opérer et à leurs conséquences à court, moyen mais aussi long terme. Au surplus certains n'hésitent pas à suggérer que ces gestionnaires ne se contentent pas de conseiller techniquement les gouvernements mais aillent jusqu'à suggérer des orientations politiques et les mesures techniques qui s'ensuivent.

## **CONCLUSION**

En remarques conclusives le président de journée, M. Hugues de Jouvenel, soulignait l'importance qu'une organisation internationale se préoccupe de la détermination des tendances lourdes ou mégatendances dans le domaine de la sécurité sociale et de leur impact social. L'AISS, selon lui, a pleinement vocation pour cela du fait de son positionnement mondial et de sa connaissance des problèmes et défis à surmonter.

Il relevait aussi que, par delà la richesse des débats, restait à aborder l'importante question de l'iniquité entre générations et donc des conflits potentiels entre générations. Remarquant que les discussions actuelles se concentraient sur les pensions et leur niveau ainsi que sur les conséquences sanitaires du vieillissement (dépendance notamment) il proposait de fixer comme but la fixation de perspectives d'avenir à des jeunes qui en manquent cruellement.

Dépassant la crainte que l'AISS ne soit enfermée dans des débats techniques concernant la gestion des organisations de sécurité sociale, il concluait en suggérant que l'AISS se positionne de plus en plus sur le front du "social engineering" avec vocation à orienter les décisions et mesures politiques qui impactent directement les conditions de vie des populations.

L'AISS serait-t-elle l'Organisation Mondiale pour le Développement Humain dont nous avons besoin?



**Julien DAMON**

*Professeur associé à Sciences Po.  
[www.julien-damon.com](http://www.julien-damon.com)*



## **L'IMPACT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES SUR LES POLITIQUES SOCIALES ET L'EFFICACITÉ DES STRATÉGIES PARTICIPATIVES**

Notre sujet, celui des nouvelles technologies et de leur impact sur les politiques sociales et plus précisément leur impact sur les organisations, les administrations ou les institutions de sécurité sociale, n'est pas foncièrement neuf. Ces utilisations des nouvelles technologies de l'information, de la communication, en gros des ordinateurs, permettent une plus grande implication des personnes concernées, des usagers ou des citoyens.

Dans ce court exposé d'une dizaine de minutes je vais d'abord vous rappeler, que ces questions d'informations technologiques ne sont pas toutes neuves même si on parle de nouvelles technologies. Sur une photo prise aux Etats-Unis lors du lancement en 1935 de leur programme de sécurité sociale, leur premier pilier de retraite, on peut voir en backoffice qu'on utilisait déjà des machines, en l'occurrence des calculateurs.

Trois questions nous étaient posées dans le présent atelier et on a cherché à apporter trois réponses. Vous voyez c'est à peu près logique.

Quelles sont les technologies qui semblent pertinentes et quel est leur impact sur la sécurité sociale? Les technologies qui sont aujourd'hui pertinentes, et bien, on en a une liste incroyable. Mais il y a un problème concernant les technologies futures qui seront certainement celles qui seront employées, qui seront achetées aussi, mais dont on n'a strictement aucune idée. Toujours sur cette première question, ajoutez une difficulté qui a été soulignée, et que je vous présente sous la forme d'une formule, c'est que les solutions que l'on met en place aujourd'hui, il faut toujours avoir à l'esprit, que ce sont les problèmes de demain.

Deuxième question qui nous a été posée: Ces technologies amènent-elles de nouveaux risques? Vous n'allez pas me croire, c'est un scoop, mais la réponse c'est oui. Alors il y a un petit peu de suspense parce que je vais les décrire. Ces technologies sont souvent problématiques, elles appellent de nouvelles approches, de nouvelles organisations. Comment peut-on faire et quelles sont les difficultés pour permettre une meilleure implémentation, utilisation, acceptation de ces technologies?

Il y a deux difficultés.

Et bien, c'est la tradition administrative, que l'on trouve également dans une famille ou dans un couple. Les habitudes font obstacle au changement. C'est valable dans un couple comme dans une organisation de plusieurs milliers de personnes, ou plusieurs centaines de milliers de personnes.

La deuxième difficulté, c'est nous-mêmes.

Il y a trois dimensions qui permettent de distinguer ce qu'est l'impact sur la sécurité sociale des nouvelles technologies, l'impact positif.

Tout d'abord, ces technologies permettent d'améliorer la qualité des services par une personnalisation, par une communication, une interconnexion qui est rendue plus fluide, en gros, les nouvelles technologies permettent des services plus rapides et plus efficaces.

Le deuxième point: ces nouvelles technologies permettent de nouveaux services en matière de e-santé, de santé électronique disons-le ainsi. En matière d'interconnexion des fichiers, on a un meilleur usage des données personnelles qui nous concernent, mais aussi ces données disponibles permettent à ces nouvelles technologies, de pouvoir plus rapidement mettre en place, de développer des systèmes plus complets de sécurité sociale notamment où ces systèmes sont pour le moment faibles.

La troisième dimension, ces nouvelles technologies permettent une participation accrue des usagers, parce qu'ils peuvent évaluer les services et parce que grâce à ces technologies, on peut augmenter le recours aux prestations des personnes qui parfois ont droit à ces allocations ou ces services mais en fait qui n'arrivent pas à en bénéficier.

On a identifié six points (IBM) actuellement dans ces technologies comme pouvant avoir, comme ayant et pouvant encore avoir plus tard, à court terme, un impact considérable sur la sécurité sociale:

- c'est l'aide à la décision,
- ce sont des technologies techniques qui permettent d'assister les personnes dépendantes au grand âge par exemple,
- c'est le développement de la santé, de la gestion de sa santé à distance,
- c'est des outils techniques qui permettent la collaboration entre les systèmes, entre les acteurs.
- c'est une meilleure intelligence de tous les process, de toutes les procédures qui permettent à la sécurité sociale de vivre et de délivrer ces produits et puis
- c'est la question de l'identité intelligente avec la capacité que nous avons désormais à mieux nous connaître, que ce soit de manière génétique ou biométrique.....,

Ceci m'amène évidemment à poser la question des risques.

Ces nouvelles technologies, est-ce qu'elles amènent de nouveaux risques? Là on est arrivé à une réponse très claire, j'ai mis un oui en rouge gras et ceci à mon avis peut se résumer par une formule: la sécurité sociale c'est aussi une sécurité de l'information. Quels sont ces risques? Distinguons trois grandes familles de risques:

- le premier point, ce sont les questions d'inégalité bien évidemment et de fractures numériques dans l'accès à ces technologies,
- le deuxième point, ce sont des problèmes de sécurité quant à la qualité des données, quant au contrôle possible même des personnes qui gèrent ces données. C'est le risque qu'elles fassent ce qu'elles veulent de ces données lorsqu'elles sont en poste à la sécurité sociale enfin dans une administration de sécurité sociale ou lorsqu'elles quittent une administration de sécurité sociale avec ces données. Que pourraient-elles alors faire de ces données. Donc, il se pose un problème grave de sécurité de nos informations et ceci se voit à l'échelle collective,
- le troisième point est un problème de confidentialité, d'intégrité, de droit privé quant aux données personnelles qui nous concerne, que l'on ne souhaite pas voir mettre en ligne par exemple sur Internet.

Ce sont là quelques freins, finalement, au développement des technologies.

A l'issue du tour de piste international des innovations que nous avons fait, des discussions que nous avons eues je pense qu'il y a quatre freins,

- c'est l'organisation même des systèmes de sécurité sociale et c'est nous personnellement. J'évoquais en introduction, qu'il existe toujours une réticence au changement, un frein au changement, d'ailleurs affirmé dans une certaine formule: "tant qu'on n'a pas peur de mourir, on a du mal à imaginer qu'il faut changer drastiquement",
- le deuxième point, évident, qu'on a soulevé lors des discussions, c'est que les technologies de l'information coûtent cher et que ça peut d'ailleurs continuer à coûter cher puisque les nouvelles technologies d'il y a une dizaine d'années sont totalement dépassées et que les nouvelles technologies qui seront celles que l'on dira neuves dans une dizaine d'années ne sont pas encore inventées et coûteront très cher,
- la troisième grosse difficulté, c'est la capacité à permettre une meilleure coordination, une meilleure coopération entre les systèmes, qui sont eux-mêmes réticents à s'ouvrir et à partager,
- la quatrième difficulté concerne particulièrement le sujet de la sécurité sociale, c'est un sujet plus large encore de la protection sociale qui ne se résume pas aux institutions actuelles. Des coopérations plus grandes doivent se faire avec des limites en terme, encore une fois, de la protection de la donnée et de protection des vies privées, avec les entreprises ou avec les pouvoirs publics, collectivités territoriales, Etats, voire réseaux transnationaux qu'il est fondamental d'ailleurs de voir se développer.

Mais, dans ces réticences, je crois qu'il y a un formidable paradoxe qui est apparu, c'est que nous demandons toujours plus aux systèmes de sécurité sociale, individuellement. Nous leur demandons de pouvoir employer les systèmes d'information les plus performants pour gérer nos difficultés quotidiennes et en même temps nous leur demandons d'être les plus efficaces pour protéger ces données que l'on veut mettre à disposition.

Enfin, puisqu'on nous demandait, comment dépasser ces difficultés, j'ai trouvé une petite formule dans nos discussions qui consiste à dire qu'il importe de repenser la sécurité sociale **avec** les technologies de l'information et non pas pour elles. Une petite référence à ce monde particulier des informaticiens, qui est toujours vu un peu à côté de la gestion, alors que les systèmes d'informations sont désormais au cœur de la sécurité sociale, à côté des principes et à côté du droit naturellement.

Et je termine, en reprenant non pas une photo puisque en 2020, même si la prospective est une affaire sérieuse, on n'a pas encore de photo pour 2020, mais un dessin pour vous montrer combien tout pourra avoir changé dans ce qui est la vie quotidienne de nos organismes de sécurité sociale, vie quotidienne qui pourra se dématérialiser, se virtualiser au moins dans les pays riches, bien sûr, mais grâce au téléphone portable, un petit peu partout dans le monde.

Je vous remercie de votre attention.





**Milko MATIJASCIC**

*IPEA - Institut de Recherche Economique Appliquée  
de la Présidence de la République au Brésil*

## **L'ÉMERGENCE DES NOUVELLES PUISSANCES ÉCONOMIQUES : QUELLES NOUVELLES VALEURS POUR LES POLITIQUES DE SÉCURITÉ SOCIALE ?**

Le sujet de la conférence consiste à déterminer les nouvelles valeurs au niveau de la sécurité sociale et des politiques de sécurité sociale suite à l'émergence de nouveaux pouvoirs économiques.

A défaut d'avoir à notre disposition un papier sur la Russie, on dispose néanmoins d'une étude portant sur le Brésil et la Chine. Il est dommage que le collègue de l'Inde n'a pas pu se présenter à la conférence, car il possédait le papier le plus discipliné en comparant les quatre pays, l'Inde, le Brésil, la Chine et la Russie. Cette étude esquissait les problèmes de couverture et la liaison de politique nationale avec les politiques locales. Il faisait évidemment une proposition très attachée à l'Inde, en parlant d'un système de management d'informations qui est très précis et ciblé sur les conditions locales.

Ceci étant très intéressant, j'ai pourtant certains doutes quant à l'applicabilité de cette proposition dans le cadre brésilien. C'est un système plutôt national avec des propositions très intéressantes, mais dans la suite, on va plutôt s'attacher sur les contributions faites par le Brésil et la Chine.

Dans le cas du Brésil, le point a surtout été mis sur le programme Bolsa Familia. La politique du genre "Conditional Cash Transfer" coûte au plus 5% des dépenses sociales, ceci représente 0,5% du PIB brésilien; l'ensemble des dépenses sociales équivalant à 21-22% du PIB. Donc, en observant le Bolsa Familia, on fait seulement l'analyse d'un détail de la politique sociale au Brésil.

Et quelles sont les principales conclusions? Le Brésil, c'est un pays qui a adopté un système de sécurité sociale qui est universel. C'est-à-dire, les politiques sociales sont des politiques destinées sans restriction à toute la population. Dans le domaine de la santé, n'importe quel traitement en cas de maladie, n'importe quel genre d'intervention devra être financé par l'Etat. Dans le système éducatif, tous ceux qui veulent, peuvent rejoindre l'Université, sous condition d'être admis après un examen établi par chaque institution. Au niveau de l'enseignement moyen, les études jusqu'à la

terminale sont garanties par l'Etat. Ceci n'est pas évident pour les autres pays dont l'éducation est également universelle, mais qui n'appliquent pas cette universalité au domaine de la santé. De toute manière, que trouve-t-on avec le Bolsa Familia? C'est justement cette infrastructure universelle pour le système universel de santé et d'éducation qui est à l'origine de ce succès car les conditions pour y avoir accès exigent la fréquence des enfants aux écoles et la visite régulière des établissements de santé. En renforçant la réduction de la pauvreté, le programme Bolsa Familia ne marcherait pas et n'aurait pas les résultats qu'on lui connaît.

Ces résultats font que la population est mieux couverte, grâce à des systèmes universaux d'éducation et ont donc un meilleur accès au système de santé. Dans un deuxième temps, bien que le Brésil n'est pas un pays de Welfare capitalisme dans le sens dont Gøsta Esping-Andersen parle, on peut quand même comparer les résultats du Brésil avec les autres pays européens d'un point de vue inégalités. C'est-à-dire, une politique du genre Cash Transfer, en tenant compte des pensions, du Bolsa Familia et de l'assurance chômage, réduit les inégalités de 13%.

La plupart des dépenses de politiques sociales au Brésil ne sont pas centrées sur les services sociaux mais plutôt sur le Cash Transfer, qui représente 14% des 21% de ce que l'on accorde à la politique sociale. Le cash transfert réduit de 13% les inégalités, les politiques de services sociaux dans le cas brésilien, l'éducation et le service de santé, réduisent de 29% les inégalités. Ce genre d'évaluation est donc très important. Le Brésil est un pays qui a beaucoup réduit ses inégalités, mais des fortes inégalités persistent et pour les responsables, il est ainsi important de voir quelles sont les politiques les plus sensibles à la réduction de celles-ci. D'autre part, ce qu'on apprend aussi, c'est qu'il ne faut pas seulement compter sur les politiques sociales, il faut surtout aussi travailler le problème des tribulations, il faut soutenir très lourdement la réglementation des marchés, car la distribution des revenus du marché du travail est peut-être la plus inégale du monde.

En passant à la Chine, elle peut être comparée à l'état du Brésil d'ici quelques décennies. Que veut-on dire avec cela? Des politiques plutôt tournés vers des populations urbaines et des politiques différentes qui ne sont pas si diversifiées pour la population rurale. La Chine peut être le contraire du Brésil, les politiques sociales ont été très attachées au moment politique de la Chine. Dans la Chine de Mao, il s'agissait de couvrir tout le monde. Bien que les ressources étaient assez limitées, il existait une couverture basique assez simple, mais destinée à toute la population. Quand cette période Mao est renversée il y a une très claire directive de la Chine qui veut que la Chine s'enrichisse, que l'épargne augmente et les politiques sociales ont ressenti ce changement. Les différences entre le monde rural et le monde urbain augmentent. Le monde urbain utilise les politiques plutôt tournées vers la capitalisation quand on pense au domaine des pensions, c.-à-d. c'est pour renforcer l'épargne, c'est pour renforcer les capacités de croissance. Bien que



ce n'est pas comme le Chili où ils se sont concentrés sur quelques entreprises privées, mais ils se sont plutôt concentrés sur les provinces et les grandes compagnies de l'Etat chinois. Pour le système de santé, on ne parle pas d'éducation dans les papiers chinois, c'est plutôt une adhésion volontaire qui est différente dans le domaine urbain et le domaine rural. Plus récemment, depuis 2002, on parle d'une harmonisation, d'un but d'harmonisation pour les politiques sociales. Si on veut renforcer le marché intérieur chinois, les politiques sociales doivent jouer un rôle qui est assez important.

Ce rôle n'est pas une politique ciblée ou très directement destiné à un genre de population, mais plutôt universel et qui doit couvrir toute la population. L'objectif est de couvrir d'ici 2020 presque la totalité de la population par ce genre de politique. Ceci ne voulant toutefois pas dire que toutes les politiques et tous les soins seront les mêmes pour toute la population.

Un genre de modèle de Welfare fait donc son apparition en Chine, avec des traits culturels et confucéens qu'on peut associer au parti communiste. Mais néanmoins il présente ses originalités. De même qu'au Brésil, on travaille dans le sens de l'universalisation mais n'est pas exactement ce qu'on a en Europe.

Je crois que les principales questions sont posées, on peut en discuter après lors du débat.



**Hugues DE JOUVENEL**

*Directeur général du  
Groupe Futuribles International*

## LA SÉCURITÉ SOCIALE FACE À QUELQUES DÉFIS DU FUTUR

Merci, Monsieur le président, de votre aimable introduction et des quelques mots que vous avez bien voulu prononcer sur le Groupe Futuribles International. Je me permets d'y ajouter quelques précisions : d'abord pour rappeler que **le terme «futuribles»** ne résulte pas de la contraction entre futur et terrible mais de celle de futur et possible et que, si nous avons forgé ce néologisme, c'est pour souligner que l'avenir n'est pas prédéterminé et donc prévisible, qu'il est ouvert à plusieurs évolutions possibles, certes plus ou moins enracinées dans le présent et le passé, mais dont l'avènement dépendra aussi pour une bonne part de décisions et d'actions humaines.

Le groupe Futuribles est un «Think Tank» privé et totalement indépendant dont la vocation est de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique à long terme du monde contemporain, à l'exploration de ses évolutions possibles, des enjeux qui y sont liés et des politiques qui pourraient être adoptées notamment par les instances en charge des questions relevant de l'intérêt collectif. Une de nos activités principales a consisté à développer un système de veille prospective mutualisé sur l'évolution à moyen et à long terme de l'environnement stratégique des organisations. Sa fonction est donc d'essayer d'identifier et d'analyser les tendances lourdes et émergentes (ce que l'on appelle parfois les «signaux faibles») de toutes natures qui peuvent avoir un impact sur l'avenir de nos organisations, notamment celle comme la Sécurité Sociale qui répondent à des enjeux collectifs majeurs.

Il est important lorsqu'on parle du futur d'avoir en permanence en tête le fait que celui-ci, s'il n'est pas prédéterminé et donc parfaitement prévisible, n'émerge pas du néant mais s'enracine dans le présent et donc d'essayer de faire le tri entre les phénomènes purement conjoncturels et ceux que l'on estime, sans qu'il y ait de méthode miracle pour le faire, symptomatiques, révélateurs, de tendances lourdes ou émergentes.

C'est donc en m'appuyant sur ce travail de **veille prospective** que nous effectuons que j'aimerais souligner quelques tendances qui me paraissent de nature à avoir un impact majeur sur nos système de protection sociale.

Certaines de ces tendances sont bien connues même si les projections en la matière peuvent être sujettes à critique et à discussion. Tel est le cas du vieillissement démographique qui résulte de la chute de la fécondité et de l'allongement de l'espérance de vie observés dans tous les pays du monde mais d'abord dans les pays européens et au Japon. Tel est le cas aussi du phénomène de globalisation même si ses conséquences peuvent faire l'objet d'estimations différentes.

Les choses sont déjà beaucoup moins simple lorsqu'il s'agit de comprendre **la véritable nature de la crise** que nous traversons depuis 2008. En effet, aux yeux de certains experts, cette crise a un caractère essentiellement financier. Elle résulte des turpitudes des banques et autres opérateurs financiers qui, du fait d'une folle spéculation, ont fini par se trouver au bord de la faillite. Mais, ces mêmes experts n'hésitent à affirmer que, dès lors que le système financier s'est trouvé assaini grâce à l'appui des Etats – nonobstant l'impact de la crise sur l'économie réelle – la croissance doit pouvoir repartir.

Notre interprétation de la crise est toute différente. Cette cure d'assainissement par apport de fonds mais sans aucune réforme majeure permettant d'instaurer de nouvelles régulations, nous paraît de nature à entraîner à brève échéance de nouvelles crises financières. En outre, au delà de la crise financière et monétaire, il nous semble qu'il y a une crise économique profonde, voire même une crise plus fondamentale encore de notre **modèle de développement**. Ce modèle, qui a bien fonctionné au cours des décennies passées, rencontre aujourd'hui des limites résultant notamment des contraintes de l'écosystème et de l'émergence de nouveaux pays entendant (au nom de quoi, l'occident pourrait le leur reprocher ?) accéder au même niveau de développement que les pays les plus avancés.

Elle résulte du fait que la croissance économique s'accompagne de prélèvements toujours plus importants sur les ressources limitées de la biosphère ainsi que de l'émission de pollutions et nuisances, y compris les gaz à effet de serre, compromettant l'équilibre fragile de notre écosystème. Tant que cette pratique était l'apanage presque exclusif de quelques pays nantis, nous eumes de la peine à en voir les dangers. En revanche, dès lors que s'invitent au banquet de la planète les pays émergents très peuplés, on voit naturellement s'exacerber les tensions, sinon les conflits. Nous pensons donc que cette crise n'a pas qu'un caractère conjoncturelle, qu'elle marque une véritable rupture entre – j'emploierais une formule certes un peu simpliste – un monde qui n'en finit pas de mourir et un autre monde qui n'en finit pas de naître. Pour le dire autrement, je pense que nous traversons une période de bouleversement radical qui risque de durer longtemps.

Longtemps, cela signifie combien de temps ? C'est là qu'intervient dans la réflexion prospective une question essentielle, celle des échelles de temps et, d'ailleurs aussi celle des échelles géographiques. Ne confondons pas les

horizons temporels. Pour revenir au **vieillissement démographique**, non en terme biologique mais en terme de pyramide d'âges, il est clair que son intensité ne sera pas la même en Europe et en Chine et que, au sein de l'espace européen, elle sera également différente en Suède, en Allemagne, en France et en Italie.

En outre, si l'avenir des retraites, *a fortiori* celui du grand âge et de la dépendance, constitue un vrai défi pour tous nos pays, force est de constater qu'il ne se pose pas dans les termes dans les pays comme le Royaume Uni et les pays scandinaves qui ont adopté des politiques favorables au plein emploi et ont un taux d'emploi élevé et dans ceux comme la France qui, depuis 40 ans, ont fait de l'emploi la variable d'ajustement et souffrent d'un sous-emploi endémique, notamment des jeunes et des seniors. En outre, réformer les régimes de retraite lorsque vous avez un système unifié et une situation de quasi plein emploi comme en Suède ou lorsque vous avez une multitude de régimes différents et un chômage élevé comme en France ne pose pas du tout les mêmes problèmes.

Peut être estimez vous que je m'égare mais il me semble important de souligner que les questions de sécurité sociales doivent être appréhendées de manière systémique en prenant en considération toute une série de variables relatives à la démographie mais aussi à l'état de santé, à la situation de l'emploi, à l'évolution des valeurs et des comportements, au fonctionnement de l'économie et du système financier...

Cela dit et pour en revenir à l'idée que nous assistons à un véritable bouleversement du monde, j'en citerai ici très rapidement et de manière sommaire quelques éléments qu'il me paraît essentiel d'avoir à l'esprit lorsque nous réfléchissons à l'avenir de nos sociétés et à celui de nos systèmes d'assurances collectives.

Le premier élément qu'il faut sans cesse avoir en mémoire concerne **le poids relatif, en termes démographiques, des principales régions du monde**. Souvenons-nous en effet que, en 1950, les pays de l'OCDE représentaient un quart de la population mondiale et qu'ils n'en représenteront peut être plus qu'environ 10% en 2025. Dès à présent l'Asie abrite 60% de la population mondiale et, à l'horizon 2025, l'Inde avec une population d'environ 1,5 milliard d'habitants aura sans doute dépassé la Chine dont certains pronostiquent d'ailleurs qu'elle sera vieille avant d'être devenue riche...

Rappelons-nous en même temps que **la richesse, au sens monétaire du terme, n'est pas répartie, loin s'en faut, comme la population**. Rapportée au Produit Intérieur Brut (PIB) mondial, la part des Etats-Unis grosso modo représente un quart de la richesse mondiale, celle de l'Asie et celle de l'Europe chacune à peu près autant. Mais en dynamique, l'Europe manifestement perd pied tandis que la part de l'Asie s'accroît très rapidement. Plus fondamentalement encore, les pays émergents, les fameux BRICs (Brésil, Russie, Inde et Chine), en dépit de leur niveau différent de

développement, pèsent d'un poids croissant dans une économie à l'évidence de plus en plus mondialisée et, donc, concurrentielle.

Ce phénomène de **mondialisation** est, à mon sens, fort différent du phénomène ancien, si bien analysé notamment par Fernand Braudel, et que nous avons connu jusqu'en 1914. En effet, il résulte très largement du fait que, les sources de la richesse résidant de plus en plus dans l'immatériel, l'économie s'organise désormais suivant une logique de réseau à l'échelle mondiale de plus en plus déconnectée de la logique territoriale sur laquelle demeure assis ce qui reste aux Etats de souveraineté nationale et, à l'intérieur du cadre étroit au sein duquel sont organisés et fonctionnent nos système de protection sociale.

Rien sans doute n'a été plus dématérialisé et n'a autant profité de l'essor des technologies de l'information et de la communication que la finance et ceci explique sans doute qu'elle fonctionne de plus en plus comme un vaste casino planétaire.

Mais ne nous leurrions pas sur ce concept fort en vogue d'**économie de la connaissance** qui, par exemple, faisait dire à un ancien ministre américain du travail, Robert Reich, qu'une nouvelle division internationale du travail allait s'instaurer, les emplois de production se déplaçant vers les pays émergents tandis que ceux exigeant de hautes qualifications, notamment dans le tertiaire resteraient dans les pays de l'OCDE. De la même manière que l'agriculture, et incidemment, les services se sont jadis industrialisés, l'agriculture et l'industrie désormais se tertiarisent, tandis que se poursuit l'industrialisation des services. Ainsi y a-t-il dans les produits agro-alimentaires comme dans les produits industriels de plus en plus d'immatériel incorporé, qu'il s'agisse de recherche-développement, de logiciels et de brevets, de compétences au sens le plus large du terme, de savoir-faire en termes d'ingénierie des systèmes, de logistique, de design, de publicité.... Et, loin de détenir le monopole de l'intelligence, l'occident se trouve de plus en plus concurrencé par ces pays émergents que ce soit sur les produits de base ou les produits dits à haute valeur ajoutée.

Regardez comment s'organise désormais les entreprises, suivant une logique de réseau à l'échelle planétaire en allant chercher là ils se trouvent à la fois les ingrédients indispensables à leur production mais aussi les marchés en forte croissance. Dans cette économie que les Américains disent «glocalisées» (de plus en plus globale et locale), le moins que l'on puisse dire est que les salaires, les conditions de travail, les systèmes de protection sociale restent profondément inégaux.

Ces questions-là ne peuvent laisser indifférents ceux qui s'intéressent à l'**avenir de la sécurité sociale** car, en forçant à peine le trait, force est de nous interroger sur le fait de savoir si ces pays émergents (et il n'y a pas que les quatre que j'ai mentionnés) vont progressivement s'aligner sur les normes occidentales et européennes notamment, ou si nous allons inéluctablement

assister dans ces derniers pays à un phénomène majeur de *dumping* social, se traduisant par un appauvrissement progressif de la main d'oeuvre et un démantèlement des systèmes de protection sociale.

La situation – j'y insiste – est très différente en Chine, en Inde, au Vietnam, en Corée... mais l'on peut légitimement espérer que tous ces pays seront amenés à augmenter les salaires, à améliorer les conditions de vie et de travail de leur population. A quel rythme vont-ils le faire ? Peut-on vraiment imaginer qu'ils rattrapent rapidement les niveaux qui sont les nôtres en Europe ? J'en doute fort et estime donc que nous devons, autant que possible en restant fidèles à nos valeurs, nous réorganiser très fondamentalement et repenser notre «contrat social». De cela dépendront non seulement notre compétitivité et l'avenir de nos systèmes de protection sociale mais aussi la qualité de notre principale ressource, le capital humain.

Sans doute ai-je déjà été trop long alors que je n'ai fait que vous livrer très sommairement quelques analyses qui, à l'évidence, restent à approfondir, le diagnostic ne nous dispensant en aucune manière de réfléchir – et il y a urgence – à la manière de relever ces défis.



**Hans-Horst KONKOLEWSKY**

*Secrétaire général de l'AISS*



Ladies and gentlemen, dear colleagues, dear friends, two and a half very exciting and very rich days of exchange come to an end. This is my second ISSA research conference and I am still as delighted about the unique concept of the event as I was the four years ago, when I for the first time participated in an ISSA research conference.

The concept is unique as it is the only international forum that brings together administrators of social security and researchers in issues related to social policy and social protection. I believe that this unique platform that the ISSA offers is crucial an important one for both groups.

For researchers, to get a direct link to ISSA's member institutions that are devoted to administrating and developing social security in practice. This in order to ensure that their research actually adds value, because as has been said very clearly during this conference, we need good research and we need good researchers in this field because the challenges are immense. And on the other hand, the administrators and managers of social security who need a solid knowledge base on which they can base their decision-making. This knowledge base is becoming more and more complex and research of all kind - including evaluation research - is crucial to assist them in taking the right decisions with often very limited time available, as change comes about more rapidly every day.

Besides the very interesting challenges related to both groups the conference has also brought about some important policy messages, or policy challenges which I briefly would like to summarise.

One important policy challenge that clearly was expressed is the need to adapt to the **new labour market and societal realities** that we are facing. This requires social policy and social security to be more proactive. We also need new concepts to address demographic challenges, the demand for investing in human capital; we have to reflect on the increase in migrant labour and other precarious forms of employment.

There is also a need to address the **legitimacy of social security** because these two aspects go together. If social security does not find adequate answers to the challenges that these developments bring about, we have a problem. Let me remind you that this event takes place while the impact of the financial and economy crisis still is prevalent in many countries. But we can already say that social security has been crucial in securing that this financial and economic crisis not has turned into a social crisis. Social security has actually provided what it has been designed to do: that is the protective element to ensure that the people that have been affected by the crisis have not fallen into poverty.

And social security has more than that been used as an active policy instrument, not only offering the passive kind of protection but also more proactive elements: in the recovery strategies of governments, social policy and social security institutions have been actively used to ensure that stimulus packages have the intended results and in this way have also contributed to the success of the recovery process as such. By visiting the ISSA's special Web feature on the crisis you will find solid evidence of such proactive roles placed by social security worldwide.

In the current post-crisis situation we can observe how the crisis has impacted on some of the key challenges that we were facing before the crisis. So basically we do not talk about a range of new problems that we have to address but rather that the challenges we were talking about then due to the crisis have been accelerated because the world of today is not the same as three years ago.

Importantly we have seen quite some positive developments which also gives us good reasons to be positive and I fully share the view that we should look at instability not just as a threat but also as an opportunity, in the same way as the word crisis in Chinese language brings the two elements of risk and at the same time opportunity together.

If we want to ensure the legitimacy of social security we need to address the outstanding problems in a decisive manner, in particular the social security coverage issue. The example of the BRIC-countries demonstrates that remarkable advances terms of coverage are possible. They are shining examples of what is possible if the necessary political will is generated.

Another issue is crucial role of the state in addressing basic protection issues, which also during the crisis has been showcased and reinstated. This all has lead to that the legitimacy of social security to a large extend has been strengthened. But this does not mean that we can rest. We have to continue to work and work harder than ever in particular when addressing the challenges of the future. We have to be better able to anticipate future crises and other important developments. It is no longer enough to be reactive to administrate well and to provide the benefits that people expect. In the future we need to focus on anticipation and early intervention in order to prevent risks from materializing in the first place or at least reducing their impact.

In other words the big challenge that lies ahead of us is to develop and use social security as a pro-active instrument and as a preventative measure, investing in human capital.

There are lots of challenges related to this shift as we also heard during the session on the policy challenge of more holistic and integrated approaches. While the concept seems straight forward and has received a lot of support, it is not easy to accomplish in practice. In order to succeed it is necessary to bring the issue of social security to the top of the political decision-making as only the heads of state can coordinate and accomplish more integrated administrative solutions. But how can we bring our issue to that level?

We said that we have to look into the future, we have to anticipate. And this is exactly what is done when we talk about the financial stability of systems. This dimension of policy-making is also what involves even the heads of state, as it can be seen when discussions take place about how to secure the financial stability of social security in view of the demographic development and when decisions about adjustments have to be made. And this is not left just to the Ministers of Labour, no it is President Sarkozy himself who takes the lead when discussing adjustments in the pension age in France.

What we also have discussed during this conference is that we cannot just promote the **financial** sustainability or stability of the systems in place, but we have to address as well the social side and must ensure the **social** stability and sustainability of the systems are likewise promoted. Only by clearly passing the message that both elements need to be addressed at the same time, and if this is not done properly it might lead to social instability, can we reach the attention of the top political decision-makers. Let us here learn from our colleagues in the environmental area, who have successfully managed to raise awareness and political support amongst heads of state regarding another mid- to long-term issue: climate change.

Another very important message from this conference that has to be brought to the political level is 'people first', i.e. the need to invest in human capital, in all parts of the word, both from a short, medium and long-term perspective. This includes also more focus on people who are outside formal protection systems, both in view of increased informal employment but also due to the need for more proactive views on how to manage other fluctuations or crises or instabilities through activation and other pro-active measures.

As regards the need for global governance and the role of the ISSA in this respect I would like to thank all who have contributed to also giving us at the ISSA an input because this conference was not just an exchange between administrators and researchers but also an exchange with the ISSA. We have taken well note of the messages you gave as regards the role of the ISSA and we look forward to, this afternoon after the closure of the conference, to discuss with the our Advisory Board on Research and Policy Analysis how to include these messages in our future work. I mentioned in the opening that

the ISSA is committed towards increasing its efforts in the field of research and policy analysis with a view to increasing its ability to work with these topics and that we believe that in particular as regards anticipating change and emerging trends, i.e. the future environment of social security, the ISSA should play a key role in trying to act - as it was said - as an alert centre.

For the ISSA it remain absolutely crucial to provide members with knowledge and practical tools that can support and promote the development of social security research and policy analysis capacities in their institutions. The new ISSA handbook that my colleague, Mr D'Haene has mentioned will this afternoon be officially presented to the Advisory Board. It will be available on the ISSA Website, as all our publications. And I was very delighted to see that chapter 8 addresses research evaluation, and of course other relevant areas of research and analysis are covered as well.

This implies - to give an answer to those that were concerned about resources available for research - that we at the ISSA Secretariat will continue to motivate our members to build strong capacities in the field of research and analysis. Because we believe they need it in order to do exactly what I mentioned before: to prepare new policy concepts and to better inform decision taken by policymakers. According o our vision of dynamic social security social security leaders should not only administrate, they should also innovate and play an active role vis-à-vis the political leadership. So we are very pleased that this important piece of work has been finalised but this is only one of our many initiatives in this field.

Finally, wrapping up the content side of my conclusions, I want to mention the banner which advertises our flagship publication as regards research and policy analysis, the International Social Security Review. At a meeting of the advisory board of the Review we agreed that we should advertise the Review at this Conference and hopefully motivate researchers to send us articles. The ISSR is unique as it is the only scientific journal on social security worldwide but it has also another positive side as researchers can send in their contributions in four languages: in German, in French, in English and in Spanish. So please do not hesitate to send us your articles, inform your colleagues at home and contribute to this unique publication which we at the ISSA are very much devoted to, because we believe in the importance of intellectual exchange on social security and social policy.

Coming to the more formal part of the closing of what in my view has been a very successful event, which is to thank everybody who has contributed to making it a success? A very special thanks goes to our host of the conference, the Association Luxembourgeoise des Organismes de Sécurité Sociale, the ALOSS, in particular its President Mr Fernand Lepage and its vice-president Jean-Marie Felder, who both are present on this podium, and of course Mr Claude Ewen who is the Secretary General of ALOSS and a dear member of the ISSA bureau. Let me as well thank the coordinator for the

organisation of this conference, Ms Barbara Rousseau, warmly. Thanks to you and your colleagues the Conference has run very smoothly in a very pleasant atmosphere. Please join me in giving them all a round of applause for the outstanding organisation of this event and the kind hospitality that was offered to all participants.

Also my thanks to all the actors that have contributed to the success of this conference both in the preparation and implementation phases, the members of the scientific committee, the chairpersons and reporters who have done a great job in running the sessions and summarising them, which sometimes has been really challenging, all the contributors that have really enriched this conference through their many papers that will as you know be globally accessible on the ISSA Website. You, the participants of this event will also receive a CD-Rom with all presentations as well as photos that have been taken during this event as a nice memory.

I also would like to take the opportunity to thank the ISSA staff: first and foremost Roland Sigg who has coordinated the organisation of this event and in fact over the years has coordinated all of them, so it is his 6th ISSA research conference. It is also his last, because Roland will at the beginning of next year leave the ISSA and start a new phase in his life. I would personally like to thank Roland because he has really been the initiator and the motor behind this and the earlier conferences as well as an inspiration for many of us, so a warm thanks from all of us to you, Roland, for having lead the ISSA's research and policy analysis activities over many years.

But also he has not been alone, he has been supported by Pierre-Alain Roch, Yukun Zhu and Evelyne Verdu, I think they are present here as well so please rise so we can see you and thank you for your support.

And last but not least I would like to thank the interpreters. I know you look forward to this week-end as it has been a tough job because we are so committed, we are so engaged, that sometimes we forget that we must not speak too fast so you have an opportunity to interpret. Thank you so much for facilitating a multi-lingual event at this high quality thanks to your support.

Now I am very pleased, dear Mr Feider to present to the ALOSS, the association of social security institutions of Luxembourg, as a token of appreciation a small gift...

Thank you very much.

And please the floor is yours.

















## TABLE DES MATIÈRES

### CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'ANALYSE ET DE RECHERCHE EN SÉCURITÉ SOCIALE / INTERNATIONAL POLICY AND RESEARCH CONFERENCE ON SOCIAL SECURITY

Introduction par le comité de rédaction	3
Programme de la conférence: Thèmes et sous-thèmes des sessions parallèles	5
Séance inaugurale	
<b>Fernand LEPAGE</b>	<b>20</b>
<b>Mars DI BARTOLOMEO</b>	<b>24</b>
Synthèse du rapport de la session sur les "Tendances émergentes dans un monde instable"	
<b>Yannick D'HAENE</b>	<b>28</b>
L'impact des nouvelles technologies sur les politiques sociales et l'efficacité des stratégies participatives	
<b>Julien DAMON</b>	<b>38</b>
L'émergence des nouvelles puissances économiques : quelles nouvelles valeurs pour les politiques de sécurité sociale ?	
<b>Milko MATIJASCIC</b>	<b>44</b>
La sécurité sociale face à quelques défis du futur	
<b>Hugues DE JOUVENEL</b>	<b>48</b>
Séance de clôture	
<b>Hans-Horst KONKOLEWSKY</b>	<b>54</b>

